

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 06/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ALLO EPAVES SERVICES**

RN 543 Le petit péage  
13170 LA GAVOTTE

Références : D-1865-AIX-2022

Code AIOT : 0006400558 (référence à rappeler dans toute correspondance)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/04/2022 dans l'établissement ALLO EPAVES SERVICES implanté RN 543 Le petit péage 13240 SEPTEMES LES VALLONS. L'inspection a été annoncée le 31/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La préfecture a reçu de la part de la mairie de Cabries, une demande d'information concernant un dépôt de VHU sur sa commune. Après investigation, il semble que cette demande d'information concerne le dépôt exploité par la société ALLO EPAVE SERVICE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALLO EPAVES SERVICES
- RN 543 Le petit péage 13240 SEPTEMES LES VALLONS
- Code AIOT : 0006400558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ALLO EPAVE SERVICE est exploitée depuis 1986. Elle est agréée centre VHU pour la dépollution depuis 2006 et a effectué les différents renouvellement d'agrément depuis.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative de l'installation, notamment la partie servant de dépôt de VHU (commune de Cabrières)
- conformité réglementaire de l'exploitation principale (commune de Septème les Vallons), notamment au titre des arrêtés ministériels relatifs aux VHU et à la déclaration GERE

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6 et 7	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Parcelles activités	Arrêté Préfectoral du 16/07/1986, article 2	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Moyen d'extinction	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Susceptible de suites	1 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations Electriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24	/	Sans objet
3	Séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27	/	Sans objet
4	Agrément	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 3	/	Sans objet
5	Vérification annuelle	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 Alinéa 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site principal (commune de Septèmes les Vallons) est bien tenu par l'exploitant.

Le site servant d'entreposage de VHU pour pièces détachées (commune de Cabriès) devra faire l'objet d'un dépôt de dossier d'enregistrement ou d'une notification de cessation d'activité pour la régularisation de cet entreposage.

Concernant le respect des prescriptions applicables à l'exploitation, l'exploitant devra :

- déclarer les bilans de production 2022 de déchets dangereux et non dangereux avant le 30/03/2023 sur le site GEREPE,
- transmettre à l'inspection des installations classées les résultats des mesures des débits des poteaux d'incendie sous 1 mois à compter de la date de notification de ce rapport.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Installations Electriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> Les vérifications annuelles ont été réalisées en 2020 et 2021 (échéance en fin d'année). Le dernier rapport de 2021 fait apparaître 2 remarques récurrentes. L'exploitant a fait intervenir un électricien en début d'année 2022 pour mise en oeuvre des actions correctives.
<b>Observations :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le prochain rapport de contrôle des installations électriques pour vérifier la disparition des remarques récurrentes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Moyen d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
<b>Constats :</b> L'ensemble des équipements (extincteurs, exutoires, etc.) a été contrôlé en 2021. Il n'y a pas d'observations spécifiques dans le rapport de bilan à l'exception de la vérification des débits des poteaux d'incendie qui n'a pas été réalisée dernièrement.  L'exploitant a fait part de son intention de faire réaliser prochainement une mesure de débits par les pompiers ou un organisme indépendant.  L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une mesure des débits des poteaux incendies sous 1 mois à compter de la notification de ce rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Séparateurs d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les séparateurs sont contrôlés régulièrement et sont vidangés à minima 1 fois par an. l'exploitant a présenté les bordereaux de prises en charge par la société ORTEC VALORTEC.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Agrément

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Agrément
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le titulaire de l'agrément est tenu d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation le numéro de son agrément . « Cette même information figure également sur son site internet lorsqu'il dispose d'un tel site.
<b>Constats :</b> A l'entrée du site, il y a un affichage avec le numéro d'agrément, le nom de la société, la durée de validité de l'agrément (plus obligatoire).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1 Alinéa 15
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification de conformité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14001 ;</li> <li>- certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT ;</li> <li>- certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification.</li> </ul> <p>Les résultats de cette vérification sont transmis au préfet du département dans lequel se situe l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification annuelle est réalisée par le groupe AFNOR CERTIFICATION. Le contrôle a été réalisé le 30/03/2021. Ce rapport indique 4 remarques qui sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- remarque n°1 : neutralisation des airbags/prétensionneurs, retrait des corps creux et retrait des GPL,</li> <li>- remarque n°2 : retraits et stockage des fluides frigorigènes,</li> <li>- remarque n°3 : retrait des pare-brises,</li> <li>- remarque n°4 : récupération du verre des vitres latérales et lunette.</li> </ul> <p>Pour la remarque n°1, il est indiqué dans le rapport que la neutralisation est réalisée par le retrait de la batterie ce qui est validé par le broyeur agréé. Pour la remarque n°2, la quantité de fluide frigorigène récupérée par voiture est d'environ de 15gr/VHU, ce qui est en dessous de la quantité minimum de 20gr/VHU. Il est noté que par la suite l'exploitant a fait l'objet en 2021 d'un audit sur les fluides frigorigènes et les écarts constatés ont été corrigés. Pour les remarques n°3 et 4, à ce jour, il n'existe pas de filière locale pour la récupération de ces vitres. Enfin, cet audit de vérification annuelle a été transmis à l'ADEME.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle 2022 réalisée par l'organisme de contrôle pour vérifier la quantité moyenne de fluide frigorigène récupérée par VHU.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Déclaration GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 6 et 7
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration GEREP
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 6 : La déclaration prévue à l'article 4 du présent arrêté est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère « en charge des installations classées » prévu à cet effet et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement. Ce service peut demander à l'exploitant de modifier, compléter ou justifier tout élément de sa déclaration. Ces modifications, compléments ou justifications sont transmis dans un format identique à celui de la déclaration initiale. Article 7 : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne savait pas qu'il devait faire une déclaration sur le site GEREP. D'ailleurs, l'exploitant n'a pas de compte. Pourtant, l'exploitant est soumis à cette déclaration annuelle a minima pour la quantité annuelle de déchets dangereux (supérieure à 2 t/an).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 31 mars 2023

**N° 7 : Parcelles activités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/07/1986, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, parcelles d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations seront disposées et aménagées conformément aux plans et notices joints à la demande. Elles sont situées sur un terrain d'une superficie d'environ 10 000 m2 (9464 m2 exactement), situé au lieu-dit "le petit péage" RN543, avenue du 8 mai 1945 - 13240 Les Pennes-Mirabeau.
<b>Constats :</b> L'emprise de l'exploitation principale, sur la commune des Pennes Mirabeau, est conforme aux plans. Cependant, l'exploitant utilise un terrain sur la commune de Cabries pour entreposer des VHU servant pour les pièces détachées. Ce terrain ne fait pas partie du dossier initial ni des demandes d'agrément VHU. Cette surface exploitée s'étend sur 17700 m2. Cet entreposage de VHU est soumis au titre de la nomenclature des ICPE à la rubrique 2712-1 ,au régime de l'enregistrement. En revanche, au vu de l'absence de toute activité de dépollution de VHU sur cette zone d'entreposage, cette activité n'est pas soumise à agrément VHU.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, régularisation (dépôt de dossier ou notification de cessation)
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois